ser en France et à demi-rassurés par les rumeurs incontrôlées, d'ailleurs, d'après lesquelles les troupes républicaines auraient remporté un succès marqué sur l'avant-garde motorisée de la division « Littorio », embourbée dans les chemins détrempés au sud de Gérone.

Ceux qui restent attendent avec patience la distribution des vivres qui arrivent de France, mais aucun désordre ne peut être constaté.

Beaucoup pourtant n'ont pas mangé depuis près de quarante-huit heures.

Des patrouilles militaires recherchent dans la zone frontière les déserteurs, les regroupent et les dirigent sur Figueras où un tribunal militaire vient d'être formé pour examiner leurs cas.

Par suite de la poussée nationaliste sur Berga, est-ce une armée entière qui va devoir refluer en territoire français ?

Puigcerda, 1er février. — De l'envoyé spécial d'Havas :

Un nouveau contingent de réfugiés espagnols est attendu en gare internationale. La Seo d'Urgel est pratiquement évacuée.

Si la poussée nationaliste sur Berga parvient à couper la route de Vich à Ripoll, on croit que l'armée républicaine forte de 50.000 hommes devrait refluer sur Puigcerda et Bourg-Madame.

« L'heure a sonné de reconnaître qu'il n'y a pas d'autre gouvernement espagnol que le nôtre » déclare le ministre des Affaires étrangères nationaliste

Il ajoute que les réfugiés de Catalogne qui demanderont à être évacués en Espagne nationaliste seront tous bien accueillis, sauf les criminels

Burgos, 1er février. — La victoire de Catalogne ayant entraîné à l'étranger un nouvel examen de la question espagnole, le général comte de Jordana, ministre des Affaires étrangères du gouvernement nationaliste, a fait à l'envoyé spécial de l'agence Havas les déclarations suivantes :

« La prise de Barcelone a une importance capitale, parce qu'elle permet de démasquer les méthodes mensongères utilisées par les rouges. Deux jours avant la chute de cette ville, M. Alvarez del Vayo assurait au gouvernement français que Barcelone ne tomberait pas. Comment les pays trompés pourraient-ils avoir foi dans cette masse en déroute ?

« L'heure a sonné de reconnaître qu'il n'y a pas d'autre gouvernement que le nôtre et de cesser de donner un appui à la caricature de ce gouvernement à cheval sur la frontière.

« Nos ennemis les plus acharnés comprennent que la fin de la guerre est proche. Si nous réclamons nos droits, nous ne mendions pas leur reconnaissance. Bientôt, on connaîtra les crimes dantesques commis à Barcelone et l'on saura alors ce qu'était le prétendu gouvernement légitime d'Espagne.

« La reconnaissance « de jure » du gouvernement national s'impose. Ce serait la fin de la guerre.

« Les Espagnols seront un facteur important pour le soutien de la paix. C'est leur principal désir car à son ombre, nous pourrons reconstruire l'Espagne ».

Interrogé sur la situation des réfugiés, le comte de Jordana a déclaré :

« L'Espagne de Franco ouvre ses bras à tous ses enfants. Si la France accepte d'offrir à ces hommes, mêmes anciens combattants, d'être évacués dans la zone nationale ou dans la zone rouge, sauf les criminels, ceux qui demanderont à venir chez nous seront bien accueillis. Quant aux femmes et aux enfants, ils seront tous chez eux ».

Aussitôt après avoir accordé cet entretien, le ministre est allé conférer avec le généralissime de la situation des réfugiés espagnols en France.

L'évêque de Barcelone vient de reparaître dans la ville où il vivait caché

Burgos, 1er février. — On annonce à Burgos, que Mgr Emmanuel Irurita Almandoz, évêque de Barcelone, dont on était sans nouvelles depuis le début de la guerre, vient de reparaître dans la grande ville catalane. Pendant l'occupation gouvernementale, il vivait, dit-on, caché dans un sous-sol, d'où il ne pouvait sortir qu'habillé en ouvrier.

Le général Franco répond à des télégrammes du chancelier Hitler et du régent Horthy

Burgos, 1er février. — En réponse au télégramme de félicitations du chancelier Hitler, le général Franco lui a adressé mercredi le télégramme suivant:

«Les victoires de Catalogne sont dignes de la foi que vous avez mise en nous depuis le premier moment. Avec mes vifs remerciements pour vos félicitations, je vous envoie avec mes meilleurs vœux pour la grandeur de votre pays, ceux de la nouvelle Espagne et de ses armées. »

Le général a, en outre, envoyé un télégramme au régent de Hongrie, dans lequel il déclare notamment : « En luttant pour la libération de l'Espagne, notre armée défend les éternels principes de civilisation chrétienne qui sont communs à nos deux pays. »

LE CABINET DE LONDRES S'EST RÉUNI MERCREDI

Londres, 1er février. — Le cabinet a tenu mercredi matin et dans la soirée sa réunion hebdomadaire.

Les délibérations se poursuivront jeudi en raison du grand nombre de questions figurant à l'ordre du jour, notamment celles qui concernent la défense nationale.

Les deux nouveaux ministres n'ont pu assister à la réunion. Lord Chatfield, ministre de la coordination de la défense, est actuellement en route pour Londres venant de l'Inde, et sir Reginald Norman Smith, ministre de l'Agriculture, n'a pas encore prêté serment en tant que conseiller privé.

Dans la soirée, M. Neville Chamberlain a été reçu en audience par le roi, au palais de Buckingham.

— Le président et les ministres de Bavière ont offert un déjeuner d'adieu en l'honneur du consul général de France à Munich et de Mme de Vaux Saint-Cyr, avant leur départ pour Cuba.

— M. Jacques Kayser, vice-président du parti radical-socialiste, a été reçu en audience par le président Roosevelt, à Washington.

APRÈS LE DISCOURS DU CHANCELIER HITLER

La promesse d'aide de l'Allemagne à l'Italie est appréciée de diverses façons en Angleterre

Londres, 1er février. — Le correspondant du « Times » à Rome écrit :

« Il va être nécessaire de surveiller attentivement les manifestations extérieures de la politique italienne, au cours des prochains mois pour voir si les véritables intentions du Duce sont celles qu'il a exprimées à M. Chamberlain ou celles qu'exprime la presse fasciste.

» Vue sous un certain jour, la garantie de M. Hitler de se porter au secours de l'Italie, si celle-ci est attaquée, et quelles que soient les raisons de l'attaque, peut être interprétée comme une invitation pour l'Italie à provoquer une crise avec la France.

» L'Allemagne n'était pas attaquée en septembre dernier lorsqu'elle a demandé l'aide de l'Italie et l'Italie, à son tour, pourrait estimer que l'aide allemande lui serait due, au cas où elle se trouverait placée dans une situation analogue à propos de Tunis.

Or, hier, le « Giornale d'Italia » parlait de « provocations françaises à Tunis ».

Le « Financial Times » note le mouvement de hausse enregistré hier. Il ajoute cependant que le « Stock Exchange », vraisemblablement, reviendra très prochainement à ses sentiments de prudence méfiante.

Le « Daily Express » prend au sens le plus optimiste la remarque de M. Chamberlain sur le discours de M. Hitler et écrit : « Nous avons toujours dit que Hitler n'attaquerait pas en 1939. Nous venons d'en recevoir l'assurance de la bouche même du führer. »

L'Italie et l'Allemagne n'ont jamais envisagé de guerre préventive, dit-on à Berlin

Berlin, 1er février. — En ce qui concerne les réactions suscitées à l'étranger par le discours du Führer au Reichstag, on manifeste une certaine satisfaction dans les milieux allemands bien informés.

On estime que ce document soulève de si nombreux problèmes, qu'un jugement d'ensemble ne peut être attendu avant quelques jours. On fait remarquer ici, quant à la question coloniale, qu'une divergence de vues fondamentale sépare l'Angleterre et l'Allemagne. Du côté allemand, on estime que la réparation de l'injustice dont le Reich aurait souffert, ne comporte aucun marchandage, alors que, du côté anglais, on voudrait insérer la question coloniale dans un règlement général des autres problèmes européens, comme celui de la limitation des armements. Des milieux allemands bien informés, affirment que cette thèse est inadmissible.

En ce qui concerne le passage du discours sur la solidarité germano-italienne, on estime que le führer ayant déclaré qu'il croyait à une longue paix, il est possible de résoudre pacifiquement les problèmes en suspens. L'Italie et l'Allemagne, ajoute-t-on, n'ont jamais envisagé de guerre préventive et le Duce n'a jamais déclaré qu'il ferait la guerre. Si donc une guerre devait éclater, l'Allemagne serait nécessairement aux côtés de l'Italie.

Les déclarations de M. Chamberlain à la Chambre des communes

Elles sont accueillies avec satisfaction par la presse allemande

Berlin, 1er février. — Le discours de M. Chamberlain aux Communes est accueilli avec satisfaction par la presse allemande, qui souligne qu'il revêt une importance particulière du fait qu'il a été prononcé vingt-quatre heures après celui du Führer et constitue ainsi une prise de position officielle.

« Les phrases de M. Chamberlain sur le discours d'Hitler, écrit la « Deutsche Allgemeine Zeitung », seront accueillies en Allemagne avec satisfaction, de même que sa déclaration sans équivoque au chef de l'opposition, lorsqu'il s'éleva contre une fausse interprétation des déclarations du Führer au Duce. »

« M. Chamberlain, déclare le « Hamburger Fremdenblatt », a aujourd'hui, aux Communes, exprimé de façon pertinente, les sentiments provoqués dans le monde entier par le discours du Führer. Dans la première déclaration officielle donnée par un homme d'Etat étranger, on a reconnu la nouvelle victoire pour une paix véritable et juste remportée par le Führer.

» Une autre chose est importante dans la déclaration de M. Chamberlain : Le règlement de compte avec les pessimistes professionnels qui, par leur haine aveugle contre les Etats d'ordre en Europe, avaient prophétisé que la déclaration du Reichstag provoquerait la plus grave de toutes les crises. Aujourd'hui, ces prophètes de malheur ont été les mécontents qui, à l'exemple de Duff Cooper, ont dû, une fois de plus, constater le fiasco complet de leur politique d'excitation.

» Aujourd'hui, après ce que le Führer a déclaré et ce que M. Chamberlain a répondu, il n'y a pas de ponts qui puissent passer pour coupés. Tout dépend des peuples et des hommes par qui ils se laissent mener. »

Un accueil favorable à Rome

Rome, 1er février. — Le « Giornale d'Italia » commente le discours de M. Chamberlain sous le titre « Bonne volonté ». Il insiste sur son ton serein de loyale et saine inspiration.

Ce qu'en pense la presse parisienne

Le Petit Parisien (Lucien Bourguès) :

M. Chamberlain ne s'est pas étendu sur le discours du chancelier. Il s'est contenté d'observer, n'ayant pu encore l'étudier à fond, qu'il en retirait « l'impression la plus nette que ce n'était pas le discours d'un homme qui se prépare à lancer l'Europe dans une nouvelle crise ».

Telle est, d'ailleurs, l'opinion moyenne qui s'est établie en Europe à la suite des paroles prononcées au Reichstag par le Führer. Cette volonté de modération aura-t-elle un écho salutaire en Italie ?

M. Chamberlain a marqué que le Duce, dans les conversations de Rome, avait beaucoup parlé de la paix. M. Mussolini parlera-t-il encore à l'occasion du grand conseil fasciste qui se réunit samedi ? Ou bien formulera-t-il des revendications qui seront le signal d'une grave tension ?

Visiblement, hier, le Premier britannique n'a rien voulu dire de sensationnel avant de connaître les intentions de l'Italie. Il a adopté une attitude de prudence et d'attente pour permettre à son collègue italien de bien peser toutes les possibilités.

L'Epoque (James Donnadieu) :

L'idée, lancée par M. Roosevelt, d'une conférence mondiale, qui s'occuperait des grands problèmes de l'heure, idée appuyée par M. Daladier dans son dernier discours à la Chambre, a fait du chemin. M. Chamberlain la reprend aujourd'hui. Il a cru, en effet, discerner, dans les déclarations du chancelier Hitler, un appel à la collaboration avec les puissances occidentales.

Bien qu'on ignore encore sur quelles bases pourrait se tenir cette conférence, on a des raisons de penser qu'elle s'occuperait, tout à la fois, d'une nouvelle répartition des colonies, des grands problèmes économiques et financiers et de la question du désarmement. Mais ce seraient la France et l'Angleterre qui seraient appelées, une fois de plus, à faire les plus grands sacrifices, sans recevoir rien de sérieux en retour. Nous pourrions obtenir un certain répit, mais nous nous affaiblirions sérieusement pour l'avenir. On comprend que l'Allemagne et l'Italie se réjouissent devant les horizons que leur ouvre le discours du premier ministre de Sa Majesté.

L'Œuvre :

La politique de M. Chamberlain, sous une apparente complexité, semble simple :

Porter au maximum la force anglaise ;

Appuyé sur cette force en plein développement, négocier tant qu'il est possible de négocier sans capituler ;

Rappeler « le destin de Pitt », qui, le jour où les événements l'y obligèrent, négligea tout le reste, pour ne plus s'occuper que d'animer une coalition, et de vaincre.

Il n'est pas clair qu'en Angleterre comme chez nous cette politique-là ne contribue pas plus au maintien de la paix que la politique « d'abandon », qu'on a pu pratiquer en France et à demi-rassurés par les rumeurs incontrôlées, d'ailleurs, d'après lesquelles les troupes républicaines auraient remporté un succès marqué sur l'avant-garde motorisée de la division « Littorio », embourbée dans les chemins détrempés au sud de Gérone.

Ceux qui restent attendent avec patience la distribution des vivres qui arrivent de France, mais aucun désordre ne peut être constaté.

Beaucoup pourtant n'ont pas mangé depuis près de quarante-huit heures.

Des patrouilles militaires recherchent dans la zone frontière les déserteurs, les regroupent et les dirigent sur Figueras où un tribunal militaire vient d'être formé pour examiner leurs cas.

que des manifestations et des gestes sans lendemain.

Le Journal (Yves Morvan) :

Ainsi, M. Neville Chamberlain a répété sa volonté de voir aboutir la politique d'apaisement que son pays et la France mènent de conserve.

Il a lancé un appel au bon vouloir d'autrui : il attend calmement qu'il lui soit répondu.

On peut ajouter qu'il l'attend en toute sincérité, mais sans négliger un réarmement qui, dans l'état actuel des choses, lui apparaît comme rigoureusement nécessaire. Et, sur ce dernier point, le peuple anglais, unanime, l'appuie de toute sa volonté.

L'Information :

Les deux discours — dont le premier avait la forme d'une déclaration — que M. Neville Chamberlain a prononcés aux Communes auront certainement une heureuse répercussion en Europe, car ils ne peuvent qu'accentuer l'impression de légère détente que l'on croit pouvoir noter depuis quelques jours.

L'Italie fête l'anniversaire de la fondation de la milice fasciste

Rome, 1er février. — L'Italie entière a célébré mercredi le 16e anniversaire de la fondation de la milice fasciste.

A Rome, une imposante cérémonie s'est déroulée le matin place de Venise, devant la tombe du Soldat inconnu où M. Mussolini a procédé à la remise de nombreuses décorations aux familles des « Chemises noires » tués en Afrique orientale ou en Espagne.

Le Duce a assisté ensuite au défilé de 20.000 miliciens venus des différentes régions de la Péninsule.

Des détachements de miliciens motocyclistes ouvraient le cortège, suivis de mutilés transportés dans des autocars. Venaient ensuite des délégations de l'armée avec, à leur tête, les élèves de l'Académie navale et de l'Académie aéronautique, qui, arrivés à hauteur de la tribune, marchaient au pas romain, sous les applaudissements de la foule.

Puis défilèrent les grenadiers et les carabiniers, suivis des élèves de l'Académie fasciste d'éducation physique. Ce fut ensuite le tour des blessés de la révolution fasciste.

Les applaudissements de la foule redoublèrent lorsque parurent les légions des orphelins et orphelines des miliciens tués à la guerre. Les garçons marchaient au pas romain.

Les bataillons de la milice proprement dite parurent enfin, précédés des mousquetaires noirs du Duce, des universitaires et des bataillons des différentes régions de la Péninsule. Des miliciens affectés à la garde des frontières, portant une tunique imperméable de couleur beige et le béret des alpins italiens fermaient le défilé.

Les audiences de la présidence du Conseil

Paris, 1er février. — M. Edouard Daladier a reçu, mercredi matin, M. Pierre-Etienne Flandin, ancien président du Conseil, qu'accompagnait une délégation du groupe parlementaire franco-espagnol, nouvellement créé à la Chambre des députés.

Les délégués ont attiré l'attention du président du Conseil sur la nécessité, pour le gouvernement français, d'avoir un représentant auprès du gouvernement nationaliste espagnol. Ils avaient, auparavant, saisi de cette question, M. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères.

La délégation a aussi entretenu le chef du gouvernement des délicats problèmes que pose l'arrivée massive en France des réfugiés espagnols.

D'autre part, M. Daladier a reçu une délégation des parlementaires de la Drôme, qui l'ont invité à participer aux fêtes organisées, le 2 avril prochain, à Montélimar, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration du monument Emile Loubet et auxquelles doit assister M. Albert Lebrun, président de la République.

Enfin, le président du Conseil a conféré avec une délégation de la section du commerce extérieur de la Confédération générale du patronat français, conduite par MM. Gignoux et Fougère.

La déclaration de M. Roosevelt

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Le « New-York Times » relate que les membres de la Commission sénatoriale de l'armée avaient, à l'issue de leur conférence avec le président Roosevelt, l'impression que celui-ci ferait tout ce qui est en son pouvoir, sans aller jusqu'à la guerre, pour aider les démocraties de l'Europe dans tout conflit avec les dictatures. Il aurait demandé aux membres de la Commission de considérer la France comme la véritable frontière des Etats-Unis, en cas de conflit.

Plus précisément, le « New-York Herald Tribune » croit savoir que le président Roosevelt aurait laissé entendre qu'il y aurait déjà des arrangements précis et des accords positifs entre les Etats-Unis et les démocraties européennes.

D'après ce journal, le président aurait, en effet, déclaré :

« Les hommes responsables qui sont à la tête des démocraties européennes connaissent mon attitude. »

Le « New-York Herald Tribune » annonce aussi que M. Roosevelt aurait ajouté que les Etats-Unis doivent être prêts à venir en aide aux gouvernements français et britannique en cas de guerre en Europe.

Le président, écrit-il, aura précisé que les Etats-Unis doivent se préparer à aider les démocraties dans le cas d'une attaque de la part de la combinaison Rome-Berlin-Tokio, en fournissant aux démocraties les armes nécessaires et à condition que celles-ci paient comptant.

Les déclarations du président auraient été motivées par les points suivants :

1° Les renseignements possédés depuis longtemps déjà par M. Roosevelt, sur les projets des Etats totalitaires et sur leurs armements ;

2° Le discours du chancelier Hitler qui, bien que modéré de ton, n'en révèle pas moins l'intention du Reich d'intensifier la lutte entre les idéologies totalitaires et démocratiques dans le monde entier ;

3° La conviction acquise par M. Roosevelt que l'opinion publique américaine est d'accord avec sa politique de soutien positif des démocraties.

L'exposé du président aurait été « vraiment alarmant »

D'après le « New-York Times », l'exposé sur la situation mondiale que M. Roosevelt a fait aux membres de la Commission de l'armée du Sénat, aurait été, selon le mot de l'un de ses membres, « vraiment alarmant. »

Ce journal ajoute que le président a estimé la situation suffisamment grave pour demander le plus grand secret sur le détail de ses déclarations.

« De plus, poursuit le « New-York Times », le président a profité de l'occasion pour demander en termes extrêmement pressants, aux membres les plus influents du Congrès de s'abstenir de critiques mesquines sur ses actions dans la conduite des affaires étrangères dans un avenir immédiat.

D'autre part, signalons que le président, interrogé par un journaliste au cours d'une conférence de presse, pour savoir si un gouvernement étranger l'avait pressenti en vue de la réunion d'une conférence internationale, a répondu négativement.

Les Etats-Unis seraient prêts à vendre du matériel de guerre à tous les « Etats indépendants »

Washington, 1er février. — « L'Associated Press » annonce qu'un membre de la commission militaire du Sénat a déclaré, sous le sceau de l'anonymat, que le Président Roosevelt a déclaré au cours d'une conférence, que les Etats-Unis étaient prêts à vendre du matériel de guerre non seulement à l'Angleterre et à la France, mais aussi à d'autres « Etats indépendants » en Europe, qui s'opposent à la menace d'agression des dictatures.

Il a ajouté que de la discussion qui s'est instituée entre M. Roosevelt et les membres de la commission au sujet de la politique du gouvernement de vente d'avions militaires à la France, il ressortait clairement que l'attitude du Président était de laisser d'autres nations obtenir du matériel de guerre, aux Etats-Unis, si elles pouvaient payer comptant.

Il a souligné que la conférence a porté principalement sur les pays non totalitaires qui, dit-il, cités comme « Etats indépendants », ne comprenaient pas seulement la France et l'Angleterre.

De son côté, le sénateur Pittman, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, commentant la politique de M. Roosevelt au sujet de la vente des avions à la France, a appuyé l'attitude du gouvernement et déclaré :

« Refuser la permission aux démocraties de se préparer à la défense, serait aider les puissances qui les menacent ».

Des accords avec les compagnies mexicaines pour le contrôle de plus de la moitié de la production mondiale de pétrole ?

Mexico, 1er février. — Le journal « Novedades » annonce, sous de grosses manchettes, que le conflit pétrolier entre les Etats-Unis et le Mexique s'est arrangé à Washington, à la suite d'une intervention de la Maison Blanche.

On tient de bonne source que le gouvernement des Etats-Unis, dans l'éventualité d'un conflit mondial, voudrait être en mesure de pouvoir contrôler plus de la moitié de la production du pétrole dans le monde

Les compagnies pétrolières expropriées au Mexique auraient accepté le paiement d'une indemnisation en pétrole.

Les « Novedades » ne donnent pas de détails sur l'opération elle-même, mais elles annoncent la signature imminente d'accords.

Un haut fonctionnaire de l'Administration mexicaine, avec lequel le représentant de l'Agence Havas a eu l'occasion de s'entretenir, a déclaré à ce dernier qu'il ne doutait pas que le fond de l'information des « Novedades » ne fût exact.

Certains sénateurs s'émeuvent devant une politique d'appui aux démocraties

Washington, 1er février. — MM. Clark et Johnson, sénateurs, ont protesté contre les « fuites » reproduites par la presse américaine et survenues après la réunion secrète de la Commission militaire du Sénat. Ils ont demandé que le Sénat fût informé de l'aide apportée par le gouvernement des Etats-Unis à l'achat d'avions par la France.

La Commission militaire tiendra une nouvelle séance secrète le 5 février 1939. Le sénateur Johnson, dont on connaît les tendances isolationnistes, a demandé que le public américain fût informé de toute cette affaire, vu les dangers que peut faire courir aux Etats-Unis une politique orientée dans le sens de l'appui des démocraties.

Enfin, le sénateur Nye a annoncé au Sénat qu'il refusait d'assister dorénavant à la réunion secrète de la Commission des affaires militaires pour protester contre la procédure qui empêche l'opinion américaine de connaître la vérité sur la politique du gouvernement des Etats-Unis.

L'intervention de M. Nye menace d'entraîner des débats sur la politique extérieure américaine. Les sénateurs Minton et Clark ont décidé de discourir sur le même sujet.

Les premiers échos de la presse française

Des journaux du soir de la presse française, nous extrayons les passages suivants:

Les Débats (Pierre Bernus):

Il est certain toutefois que M. Roosevelt n'hésite plus à manifester hautement sa conviction que dans la situation internationale actuelle, les Etats-Unis doivent soutenir la France et la Grande-Bretagne. N'en concluons pas à la légère que dans le cas d'une guerre, des armées américaines traverseraient l'Atlantique, mais nous avons le droit de saluer comme un grand fait la solidarité morale qui est ainsi proclamée entre l'Amérique et les puissances européennes occidentales, et la façon dont elle se traduit matériellement par la fourniture du matériel dont nous avons le plus besoin.

L'Intransigeant (Gallus) :

Rappelons-nous que les troupes allemandes en 1918 commencèrent à se démoraliser le jour où elles furent certaines que l'Amérique était entrée dans la lutte. Si à Berlin et à Rome on est persuadé que le secours ne nous manquera pas, l'hypothèse de la guerre deviendra insensée. Mais cela ne signifie point que tout d'abord nous ne devions compter que sur nous-mêmes. Réjouissons-nous de savoir que nous ne serions pas seuls, mais agissons en toutes choses comme si nous devions l'être.

Les violentes réactions de la presse allemande

Berlin, 1er février. — La presse allemande s'élève violemment contre les déclarations de M. Roosevelt.

Le « Voelkischer Beobachter » porte en première page la manchette suivante: « M. Roosevelt méprise les lois des Etats-Unis. La livraison d'avions à la France devient un scandale. »

La « Frankfurter Zeitung » écrit que M. Roosevelt est manifestement disposé à négliger les avertissements des hommes sages de son pays.

La « Nachtausgabe » déclare : « Après le discours de paix du Führer, c'est une incroyable campagne d'excitation de Roosevelt ».

Dans un commentaire rédactionnel intitulé « New-York-Moscou », le « Lokal Anzeiger » croit pouvoir établir une analogie entre les politiques des deux capitales et prête au président des Etats-Unis les intentions les plus noires :

« Roosevelt, écrit le journal allemand, a écarté le voile derrière lequel scintillaient déjà suffisamment les buts de guerre du quartier général à Washington des excitateurs judéo-démocratiques. Roosevelt a fait la lumière.

« Sa prise de position à l'égard d'un soutien matériel complet de la France et de l'Angleterre ne se borne pas au cas d'un conflit que les hommes d'Etats européens s'efforcent justement d'écarter, mais constitue un appui donné à Londres et à Paris, dans l'espoir que ces deux pays joueront le rôle de sbires de la politique de guerre judéo-américaine.

« Les suppositions ridicules selon lesquelles les prétendues démocraties seraient menacées, sont maintenant démasquées par Roosevelt de telle façon que personne ne peut plus y ajouter foi. »

LA RÉFORME ÉLECTORALE

Le débat ne viendra pas avant huit jours devant la Chambre

Paris, 1er février. — La conférence des présidents des commissions de la Chambre tiendra séance jeudi. Il y sera sans doute question de la discussion de la représentation proportionnelle.

Mais le programme de la Chambre étant chargé, le débat sur la réforme électorale ne pourrait venir avant le jeudi 9 février.

M. Albert Lebrun inaugurera le 2 avril, à Montélimar, un monument au président Loubet

Paris, 1er février. — Le président de la République a reçu mardi après-midi, le préfet de la Drôme, le Conseil général et les parlementaires de ce département, le maire de Montélimar, le président et divers membres du comité, qui sont venus l'inviter à présider, le 2 avril l'inauguration du monument élevé à la mémoire d'Emile Loubet.

M. Albert Lebrun a accepté cette invitation.

Le Conseil d'Etat a annulé un arrêté créant des conseils départementaux des sports, loisirs et de l'éducation physique

Paris, 1er février. — Le Conseil d'Etat, sur la requête de l'Union nationale des Association de parents d'élèves de l'enseignement libre, a annulé un arrêté du 18 novembre 1937, par lequel M. Léo Lagrange, secrétaire d'Etat aux sports et loisirs, avait créé des conseils départementaux des sports, loisirs et de l'éducation physique.

LETTRE DE BRUXELLES

LE CAS DU DOCTEUR MARTENS

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

BRUXELLES, 1er FÉVRIER 1939.

Personne à la Chambre, dans le long débat qui a duré, mardi, jusque près de minuit, n'a pris la défense du docteur Martens, condamné à mort pour haute trahison, puis amnistié et aujourd'hui, membre de l'Académie royale flamande de médecine. Personne, sauf les frontistes qui considèrent comme un acte méritoire tout ce qui se fait contre la Belgique, même avec l'aide de l'ennemi.

Mais, ce que la majorité du Parlement et le gouvernement ont soutenu c'est que le docteur Martens est revenu de ses erreurs, qu'il l'a déclaré dans une lettre adressée au premier ministre, affirmant qu'il était devenu un fidèle serviteur des institutions nationales et qu'il leur jurait un indéfectible attachement.

La thèse de M. Spaak fut celle-ci : il ne faut pas fermer la porte du bercail au repentir; la honte fera plus pour régler la question linguistique que la sévérité et, vingt ans après le crime, on doit pouvoir passer l'éponge.

Au surplus, on se trouve devant un cas flamand; or, la Flandre était unanimement ralliée au pardon et à l'oubli.

Les opposants firent remarquer qu'il était choquant qu'un ancien condamné à mort ne se fît pas oublier, mais osât réclamer et accepter des honneurs et qu'on lui en accordât. Ils soulignèrent aussi l'émotion des anciens combattants devant une telle situation. Ils firent remarquer combien était triste la mobilisation des gendarmes et de la police pour soutenir une telle promotion, contre la colère de ceux qui s'étaient courageusement battus pour le salut de la Belgique.

Les deux thèses furent passionnément défendues, dans une atmosphère qui faisait mal à chacun, car tous — partisans et adversaires — du docteur Martens, sentaient ce qu'il y avait de déchirant dans ce nouveau conflit qui mettait des Belges aux prises.

Deux ordres du jour sont maintenant en présence. L'un condamne le gouvernement. Il sera repoussé. L'autre, pur et simple, sera adopté, dans un dessein d'apaisement et d'entente, personne ne voulant approuver le gouvernement en l'occurrence, mais beaucoup comprenant que toute division nouvelle serait néfaste au pays.

De leur côté, les anciens combattants sont de nouveau convoqués pour aujourd'hui à Bruxelles en vue de protester contre ce qu'ils considèrent comme un affront et une ignominie. Ils veulent en appeler au roi « mieux informé. »

S...

Un échec communiste à la Commission des affaires étrangères de la Chambre

Paris, 1er février. — La Commission des affaires étrangères de la Chambre saisie d'une proposition de résolution communiste tendant à ouvrir la frontière espagnole au ravitaillement en armes et en munitions, a délibéré sur le choix d'un rapporteur. Par 15 voix contre 7 et 2 abstentions, la Commission a chargé M. Desbons, secrétaire général du groupe franco-espagnol que préside M. Flandin, de présenter un rapport défavorable à la proposition communiste.

La Commission a ensuite engagé un long débat sur la propagande française à l'étranger à l'occasion d'un rapport de M. Grumbach. Elle a repoussé la suggestion de créer un ministère autonome de la propagande ou un sous-secrétariat d'Etat dépendant du quai d'Orsay et elle a confirmé le rattachement au ministère des Affaires étrangères des services de la propagande.

LES TITRES DU NÉGUS RESTERONT BLOQUÉS

Paris, 1er février. — La première chambre de la Cour d'appel, présidée par M. Villette, siégeant en appel de refere, a rendu mercredi son arrêt dans le procès qui opposait l'ex-empereur d'Ethiopie Hailé Sélassié, au gouvernement italien.

Le procès était d'importance, non seulement en raison des parties en presence, mais parce qu'il s'agit de plus de neuf mille titres du chemin de fer franco-éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba. Ces titres étaient immatriculés au nom du gouvernement éthiopien. Dès 1936, le gouvernement italien fit opposition pour empêcher l'ex-négus de disposer des titres et d'en toucher les revenus et redevances. La valeur des titres s'élevait à 40 millions environ et celle des revenus bloqués à environ 10 millions.

L'ex-empereur d'Ethiopie introduisit un referé. Le président du tribunal, M. Maillefaud, se déclara incompétent car l'affaire posait des questions de propriété que, seul, un procès pouvait résoudre.

Mercredi, après plaidoiries de Me Weill pour l'ex-empereur; de Me Marcel Plaisant pour le gouvernement italien; de Me Le Pelletier pour la Compagnie du chemin de fer, la Cour a statué dans le même sens que le président Maillefaud.

Les titres resteront donc bloqués entre les mains de la Compagnie ainsi que les revenus jusqu'à décision au fond, au cas où l'ex-négus engagerait un procès devant un tribunal civil.

L'Allemagne construirait un hélicoptère militaire inventé par un ingénieur américain

Washington, 1er février. — M. Grant Mason, membre de la « Civil Aeronautic Authority » a déclaré, mardi, devant la commission militaire du Sénat, que l'Allemagne avait acquis les plans d'un hélicoptère militaire, inventé par un ingénieur américain, et qu'elle fabrique cet appareil en grandes quantités.

Selon M. Mason, l'ingénieur américain avait envoyé ses plans en Allemagne pour les faire breveter, mais il n'avait jamais reçu de réponse. Plus tard, en visite dans le Reich, il aperçut son hélicoptère faisant un vol d'essai autour des usines Krupp et apprit que ces usines en avaient entrepris la fabrication.

Des malfaiteurs tentent de faire dérailler le rapide Marseille-Bordeaux

Montpellier, 1er février. — Sur la voie ferrée du Midi-P.-O., non loin de la gare de Béziers, des malfaiteurs ont placé, mardi soir, dans l'intention de faire dérailler le rapide Marseille-Bordeaux, un énorme bloc de ciment qui, fort heureusement, a été aperçu à temps par le mécanicien d'un train qui passait sur l'autre voie.

DERNIÈRE HEURE

Reçu à Paris, le ministre de l'Education nationale britannique dit sa foi dans la cause franco-anglaise

Paris, 1er février. — L'Association franco-britannique « Art et Tourisme » a offert un dîner en l'honneur de lord de la Warr, ministre de l'Education nationale britannique et de M. André Maurois. Y assistaient notamment: l'ambassadeur de Grande-Bretagne et les ministres des Affaires étrangères, de l'Education nationale et de l'Economie nationale.

Après avoir souhaité que se développent les échanges culturels déjà abondants entre les deux grandes nations qui défendent la démocratie, la liberté et la civilisation, le jeune ministre de l'Education nationale britannique déclare:

« De l'autre côté de la Manche, vous trouverez un peuple qui, jamais dans le passé, n'a été plus grave et plus fermement résolu qu'aujourd'hui. Il pourra vous arriver de nous entendre, nous critiquer, mais c'est là un de nos sports nationaux.

» Quels que soient les dangers auxquels nous avons à faire face, nous envisageons l'avenir avec confiance. Nos ressources financières sont immenses. Nous sommes convaincus que nous sommes en mesure de gagner une longue guerre et nous ne croyons pas à l'efficacité d'un knock-out dans les airs.

» Notre cause est juste et si notre peuple était entraîné malgré lui dans un conflit, il lutterait avec la conscience nette, sachant qu'il ne combattrait pas seulement pour sa propre sécurité et la défense de ses possessions, mais pour tout ce qui représente à ses yeux la valeur de la vie. »

Samedi, se réunit le Grand Conseil fasciste

Prendra-t-il des décisions en ce qui concerne les revendications italiennes ?

Rome, 1er février. — L'intérêt des milieux politiques et diplomatiques se porte, dès à présent, sur la réunion que le grand Conseil du fascisme, qui est, comme on le sait, l'organe suprême du régime, doit tenir samedi soir, sous la présidence de M. Mussolini.

On attribue à cette réunion une importance toute spéciale, en raison surtout de la situation internationale.

Ainsi, il n'est pas exclu en particulier, que le grand Conseil ait à prendre des décisions en relation, notamment, avec le problème espagnol et avec les revendications de l'Italie à l'endroit de la France.

Le grand Conseil examinera, en tout cas, certaines questions d'ordre intérieur, parmi lesquelles celle de la réforme de l'école secondaire. Il s'agit d'adapter l'enseignement secondaire aux nouvelles exigences culturelles, sociales, économiques, de la vie nationale dans le régime des faisceaux et des corporations. »

Le détective suisse Paul Rochat se défend d'avoir travaillé contre la France et la Suisse

Genève, 1er février. — La police fédérale vient de procéder à l'arrestation d'un chômeur accusé de complicité dans l'affaire d'espionnage dans laquelle sont compromis le détective privé Paul Rochat et l'Italienne Virginia Capt.

Paul Rochat a affirmé à son défenseur n'avoir jamais travaillé contre la France et la Suisse.

Il a, par contre, reconnu s'être livré à de nombreuses enquêtes pour le compte du consulat d'Italie.

— A bord du paquebot « Paris », qui a appareillé pour New-York, s'est embarqué Mgr Paul Yupin, évêque de Nankin, qui a quitté son diocèse depuis l'occupation de Nankin par les Japonais. Mgr Yupin, qui est chargé d'une mission en faveur des sinistrés de la guerre de Chine, restera six mois aux Etats-Unis.

— Le Dr Valentin, israélite viennois, réfugié à Rivapiano, près de Locarno, s'est suicidé après avoir blessé mortellement sa femme.

— Le roi et la reine de Danemark ont quitté Copenhague mercredi pour Cannes, via Paris.

Dernières Nouvelles Sportives

SKI

Le skieur français Allais se blesse à Zakopane

Zakopane, 1er février. — Le skieur français Allais s'est blessé mercredi après-midi en cours d'entraînement. Il ne pourra donc pas prendre part aux épreuves du championnat du monde. Sur la neige peu abondante, il a heurté une pierre en descente et est tombé. Il s'est arraché un tendon de la jambe droite.

L'entraînement des skieurs souffre de l'insuffisance de la croûte de neige, surtout pour le slalom et la descente.

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

COTONS

LIVERPOOL, 1er février.

Importations : 6.297 balles; Américain : baisse 3; Brésilien : baisse 5; Egyptien : sakellaridis, hausse 3; upper, baisse 3; gin, hausse 2.

	New-Orléans		New-York	
Termes	Préc.	Jour	Préc.	Jour
Disponible	8.58	8.63	8.26	8.29
Février	—,—	—,—	8.33	8.37
Mars	8.48	8.54	8.35	8.40
Avril	—,—	—,—	8.19	8.24
Mai	8.15	8.20